



Depuis près d'un mois, le Cameroun est secoué par une grève des enseignants, menée par le mouvement OTS. Les enseignants du primaire ont également envoyé un préavis de grève, menaçant une paralysie totale du secteur de l'éducation.

L'Honorable Jean Michel Nintcheu dans une sortie ce jour, exprime toute sa solidarité aux enseignants, critiquant le gouvernement pour ne pas avoir tenu ses promesses de satisfaire leurs revendications.

Selon le député de Wouri-Est, , le gouvernement avait promis en mars 2022 de répondre à toutes les revendications des enseignants d'ici août 2023. Cependant, nous sommes maintenant en octobre et ces promesses n'ont pas été tenues. Au lieu de cela, le gouvernement propose un rééchelonnement jusqu'à fin 2025.

Le parlementaire rappelle également une concertation tenue à la Primature en décembre 2016, où il avait été convenu de tenir un forum national de l'éducation en 2017 et d'intégrer les instituteurs et les contractuels selon un calendrier précis. Sept ans plus tard, ces problèmes persistent et la situation s'est aggravée.

Parmi les revendications des enseignants figurent l'attribution des matricules aux enseignants en attente de leur solde, le statut particulier de l'enseignant, le paiement des compléments de

salaire, le paiement des avances dont les arrêtés sont disponibles, et l'intégration des vacataires.

Jean Michel Nintcheu propose de résoudre ces problèmes en éliminant les gaspillages et les dépenses inutiles dans les lois des finances. Il estime que l'impact financier des revendications des enseignants est d'environ 180 milliards de FCFA.

Le député conclut en avertissant que l'éducation est essentielle pour le développement d'un pays, et que le gouvernement actuel semble déterminé à la détruire. Il appelle à une réduction du train de vie de l'État et à une réaffectation des ressources pour répondre aux revendications des enseignants.
